

Les effets de la pandémie COVID-19 sur les puissances économiques en Afrique de l'Ouest : cas de la CEDEAO

The effects of the COVID-19 pandemic on economic growth in West Africa: the case of ECOWAS

Auteur 1 : Bahajji Said

Auteur 2 : Chahdi Ouazzani Aicha

Bahajji Said, (ORCID *, Doctorant)

1 Université Moulay Ismail/ Faculté des Sciences Juridique Economique et Sociales Maroc

E-Mail bahajjisaid.dm@gmail.com

Chahdi Ouazzani Aicha, (ORCID *, Enseignant Chercheur)

2 Université Moulay Ismail/ Faculté des Sciences Juridique Economique et Sociales Maroc

E-Mail ouazzani.chahdi@gmail.com

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : ; BAHAJJI. S & CHAHDI . O (2021) « Les effets de la pandémie COVID-19 sur les puissances économiques en Afrique de l'Ouest : cas de la CEDEAO », **African Scientific Journal** « Volume 03, Numéro 5» pp: 114-129.

Date de soumission : Mars 2021

Date de publication : Avril 2021

DOI : 10.5281/zenodo.5643609

Copyright © 2020 – ASJ



Résumé

Parallèlement aux préoccupations relatives aux coûts sanitaires, l'impact que COVID-19 pourrait avoir sur les aspects socio-économiques est une préoccupation mondiale. Les pays de l'Afrique de l'Ouest, comme le reste des pays d'Afrique subsaharienne peuvent être particulièrement vulnérables aux chocs externes associés à la pandémie. L'objectif principal de cet article est de mettre en lumière les répercussions économiques de la pandémie COVID-19 sur les économies de la zone CEDEAO et ce à travers une analyse descriptive des indicateurs Macroéconomiques des cinq puissances économiques membres de l'espace CEDEAO. Nous avons choisi le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso. Ces cinq pays assurent 89,54 % du Produit Intérieur Brute de la communauté économique Ouest Africaine. Les résultats de la présente étude montrent que la covid-19 a influencé négativement sur la croissance économique de l'espace CEDEAO. Au cours de cet article, nous avons présenté, dans un premier temps, un cadre général sur la propagation de la Covid-19 et son impact sur l'économie mondiale, ce qui nous a permis, dans un deuxième temps, de ressentir l'ampleur de l'impact de la pandémie sur les cinq puissances économiques, locomotives de développement dans la zone CEDEAO.

Mots clés : COVID-19, CEDEAO, Nigéria, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso

Abstract

In addition to concerns about health costs, the impact that COVID-19 may have on socioeconomic aspects is a global concern. West African countries, like the rest of sub-Saharan Africa, may be particularly vulnerable to external shocks associated with the pandemic. The main objective of this paper is to highlight the economic impact of the COVID-19 pandemic on the economies of the ECOWAS zone through a descriptive analysis of the macroeconomic indicators of five member economies of the ECOWAS zone. We chose Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, Senegal and Burkina Faso. These five countries account for 89.54% of the Gross Domestic Product of the West African Economic Community. The results of this study show that the pandemic has had a negative impact on economic growth in the ECOWAS region. In the course of this article, we first presented a general framework on the spread of Covid-19 and its impact on the world economy, which allowed us, in a second step, to feel the magnitude of the impact of the pandemic on the five economic powers, locomotives of development in the ECOWAS zone.

Keywords: COVID-19, ECOWAS, Nigeria, Ghana, Ivory Coast, Senegal, Burkina Faso

Introduction

Alors que la pandémie de COVID-19 se propage en Afrique subsaharienne, les dirigeants politiques de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont confrontés à un dilemme politique presque impossible. Face aux inquiétudes suscitées par la précarité des systèmes de santé, la grave pénurie de lits de soins intensifs et de ventilateurs, ainsi que la mauvaise santé sous-jacente de la population de l'Afrique subsaharienne, il est impératif que les pays de l'espace CEDEAO ralentissent la propagation du virus afin que les systèmes de santé puissent faire face à l'augmentation du nombre de patients et que les taux de mortalité restent aussi bas que possible. Cependant, les instruments dont disposent les décideurs politiques pour réduire la propagation du virus sont rudimentaires et impliquent essentiellement des mesures visant à restreindre la circulation et l'interaction physique des personnes, ou bien, dans des cas extrêmes, à forcer la fermeture de certains secteurs. Outre le scepticisme quant à l'efficacité de telles mesures dans des quartiers informels densément peuplés, elles peuvent être extrêmement coûteuses d'un point de vue socio-économique. De nombreux habitants de l'Afrique de l'Ouest vivant au jour le jour, un choc soudain de revenus peut avoir des conséquences dévastatrices sur la sécurité alimentaire et la santé de la population.

Dans ce sillage, les programmes de relance gouvernementaux et les mesures de soutien social dans la CEDEAO devraient idéalement compléter les mesures de distanciation sociale et de verrouillage économique. Ces mesures de soutien peuvent être coûteuses, surtout si l'on considère que les gouvernements eux-mêmes peuvent s'attendre à des coupes sombres dans les recettes fiscales lorsque les économies s'arrêtent. L'emprunt peut être une option pour certains gouvernements, mais comme plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne dépassent déjà le seuil de 55 % de dette par rapport au PIB fixé par le Fonds monétaire international (FMI) (Onyekwena et Ekeruche, 2019), la capacité des pays à fournir ce type de soutien est fortement limitée. Le dilemme politique est peut-être le mieux exprimé par Hausmann (2020, p. 2), qui remarque que "plus vous voulez que la courbe de contagion soit plate, plus vous devrez verrouiller votre pays - et plus vous aurez besoin d'espace budgétaire pour atténuer la récession plus profonde qui en résultera".

Si les gouvernements de la zone CEDEAO ont un certain contrôle sur leurs décisions intérieures difficiles, ils ne peuvent pas faire grand-chose pour éviter les chocs externes

associés à la pandémie de COVID-19. Avec environ deux tiers de l'économie mondiale sous une forme ou une autre de verrouillage ou de quarantaine, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont perturbées, la demande est affaiblie et les marchés des matières premières sont en pleine tourmente. Les pays de l'Afrique de l'Ouest, comme le reste des pays d'Afrique subsaharienne, peuvent être particulièrement vulnérables en raison de leur faible diversification économique, de leur ouverture relative et de leur dépendance excessive à l'égard d'une gamme limitée de produits d'exportation pour les recettes en devises et les recettes publiques. Si les voyages internationaux sont perturbés, les recettes du tourisme en Afrique subsaharienne devraient diminuer de 32 % (OMT 2020), tandis que les investissements directs étrangers pourraient chuter de 30 à 40 % (CNUCED 2020). Les ménages d'Afrique subsaharienne pourraient être directement touchés par la baisse prévue de 23 % des envois de fonds privés cette année (Banque mondiale 2020).

Une littérature récente a émergé pour examiner l'effet de COVID-19 sur les activités économiques (Fernandes, 2020 ; Atkeson, 2020 ; McKibbin et Fernando, 2020 ; Altig et al, 2020 ; Ozili et Arun, 2020). Pourtant, il existe peu d'analyses concernant l'effet de la COVID-19 sur les agrégats économiques dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'objectif de ce présent article est d'enrichir la littérature explorant les coûts économiques de la crise sanitaire dans l'Afrique subsaharienne

Notre problématique s'articule autour de la question fédérale suivante : « **dans quelle mesure la pandémie de la COVID-19 a elle influencé l'économie de l'espace CEDEAO ?** » Pour répondre à un tel questionnement, qui en découle d'ailleurs plusieurs questions subsidiaires, nous nous sommes fixés des hypothèses de recherche. De façon plus détaillée, les hypothèses de travail sont les suivants :

(H1) la pandémie de la COVID-19 exerce une influence négative sur l'économie.

(H2) la crise sanitaire augmente l'endettement extérieure des pays.

(H3) La COVID-19 augmente le taux de chômage dans les pays émergent et les pays en développement.

L'approche méthodologique que nous avons adoptée consiste, à travers une analyse descriptive, d'étudier un échantillon de cinq pays membres de l'espace régional à savoir le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso. L'objet de ce présent article est d'enrichir la littérature sur les incidences économiques de la crise sanitaire COVID-19 sur la croissance économique des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Aux fins du présent travail, on a mis en lumière une série d'observations

à travers des tableaux et des figures représentant les effets économiques sur les cinq puissances économiques de la zone CEDEAO pour l'année 2019 à savoir : Nigéria, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal et Burkina Faso.

L'échantillon que nous avons choisis des cinq puissances économiques membres de l'espace régional à savoir le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso, nous a permis, à travers une analyse descriptive, d'avoir une idée sur l'ampleur de l'impact de la crise sanitaire sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest.

1. Propagation de la COVID-19 : Impact sur l'économie mondiale

Parallèlement aux préoccupations relatives aux coûts sanitaires et socio-économiques, l'impact que COVID-19 pourrait avoir sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire est une préoccupation mondiale, qu'il s'agisse de restrictions commerciales mondiales, de perturbations des systèmes nationaux d'approvisionnement en intrants et en produits agricoles liées à des restrictions de l'activité économique, ou de l'augmentation des prix des denrées alimentaires lorsque les consommateurs stockent ou ont recours à des achats de panique (Gakpo 2020 ; Glauber et al. 2020). La qualité du régime alimentaire a également suscité des inquiétudes, car les pertes de revenus ou les chocs de prix relatifs poussent la consommation à délaissier les légumes, les fruits et les aliments d'origine animale au profit d'aliments de base moins périssables et plus caloriques (Headey et Ruel 2020). C'est pourquoi les acteurs mondiaux surveillent de près les flux commerciaux de denrées alimentaires et les prix des produits de base, tandis que les gouvernements sont encouragés à veiller à ce que les mesures restrictives ne nuisent pas aux systèmes agroalimentaires.

Au départ, on pensait que la pandémie de COVID-19 serait localisée en Chine uniquement. Elle s'est ensuite propagée dans le monde entier par le biais des déplacements de personnes. La douleur économique est devenue sévère car les gens ont été invités à rester chez eux, et la sévérité a été ressentie dans divers secteurs de l'économie avec des interdictions de voyager affectant l'industrie de l'aviation, l'annulation d'événements sportifs affectant l'industrie du sport, l'interdiction de rassemblements de masse affectant les événements et les industries du divertissement.

1.1.Retombées de la COVID-19 sur le secteur financier : Les banques et les Fintech

Le ralentissement macroéconomique a entraîné une hausse de 250 points de base des prêts non productifs dans le secteur bancaire. Les banques du secteur privé étaient les plus exposées au risque de crédit pendant la flambée. Les prêts non productifs provenaient de prêts accordés à des petites et moyennes entreprises (PME), des compagnies aériennes, des hôtels, des

voyagistes, des restaurants, des commerces de détail, des entreprises de construction et des entreprises immobilières.

Pendant la pandémie, on a observé une baisse générale du volume des transactions bancaires, une diminution des paiements par carte et une baisse de l'utilisation des distributeurs automatiques de billets dans le monde entier. Cela a entraîné une diminution des frais perçus par les banques, ce qui a eu un impact négatif sur le bénéfice des banques. Les entreprises FinTech ont également été touchées. Certaines d'entre elles ont connu une très faible fréquentation de la part des consommateurs, ce qui a entraîné une perte de revenus et de bénéfices, et a eu une incidence négative sur les prises de participation des investisseurs en capital-risque qui finançaient les entreprises FinTech existantes et nouvelles.

De nombreux investisseurs en capital-risque ont alors commencé à accumuler de nouveaux capitaux, ce qui a conduit à l'assèchement du financement de certaines entreprises FinTech. D'autre part, les fermetures dues à l'épidémie de coronavirus ont entraîné une hausse de la demande pour certains types de services en ligne tels que les achats en ligne.

1.2.Retombées de la COVID-19 sur les marchés financiers :

Le résultat le plus visible de la crise du COVID-19 sur les marchés financiers a été l'effet sur le marché boursier mondial. Les marchés boursiers mondiaux ont perdu 6 000 milliards de dollars en valeur en six jours, du 23 au 28 février, selon les indices S&P Dow Jones. Entre le 20 février et le 19 mars, l'indice S&P 500 a chuté de 28 % (de 3 373 à 2 409), l'indice FTSE 250 de 41,3 % (de 21 866 à 12 830) et le Nikkei de 29 % (de 23 479 à 16 552). Au cours de la même période, les grandes banques internationales ont vu le cours de leurs actions plonger, par exemple, celui de Citigroup a chuté de 49 % (de 78,22 à 39,64 dollars), celui de JP Morgan Chase de 38 % (de 137,49 à 85,30 dollars) et celui de Barclays de 52 % (de 181,32 à 86,45 livres). Bien que la guerre des prix du pétrole, dans laquelle la Russie et l'Arabie saoudite ont fait baisser le prix du pétrole en augmentant la production de pétrole, ait joué un rôle dans la chute des indices boursiers, la chute ultérieure des indices boursiers en mars était principalement due à la fuite des investisseurs vers la sécurité pendant la pandémie de coronavirus.

1.3.Retombées de la COVID-19 sur les économies dépendant du pétrole :

La crise COVID-19 a surtout touché les industries à forte intensité de carbone (industrie des combustibles fossiles et transports, entre autres) (Mukanjari et Sterner, 2020). On s'attend à une réorientation majeure des investissements des secteurs à forte intensité de carbone vers des secteurs respectueux du climat (Dutta et al., 2020). Les investissements dans l'industrie

pétrolière et gazière seront réduits d'environ 30 milliards de dollars en 2020. Cette période est l'occasion de faire avancer l'agenda climatique (Hepburn et al., 2020). Par conséquent, les économies dépendantes du pétrole doivent faire face à un choc permanent au-delà de l'effondrement initial des prix. Depuis le début de l'urgence sanitaire, l'appel à des mesures de relance verte se renforce (Mukanjari et Sterner, 2020). Comme le souligne William McDonough début 2005, "l'âge de pierre n'a pas pris fin parce que les humains étaient à court de pierres. Il s'est terminé parce qu'il était temps de repenser notre mode de vie". L'ère du pétrole ne se terminera peut-être pas parce que le monde est à court de pétrole.

1.3.1. La guerre des prix du pétrole : un facteur contributif

Début 2020, le prix du pétrole a chuté en raison de la guerre des prix du pétrole entre la Russie et l'Arabie saoudite. La pandémie de coronavirus a aggravé la situation par la réduction de la demande de pétrole. Les restrictions de voyage imposées pendant la pandémie, qui ont entraîné une réduction de la circulation des personnes et des biens, ont entraîné une baisse de la demande de carburant d'aviation, de charbon et d'autres produits énergétiques, ce qui a ensuite entraîné une baisse du prix du pétrole en raison de la faible demande. La crise du coronavirus a également affecté un large éventail de marchés de l'énergie tels que ceux du charbon, du gaz et des énergies renouvelables, mais son impact sur les marchés pétroliers a été plus grave car elle a entraîné l'arrêt de la circulation des personnes et des marchandises, ce qui a conduit à une baisse drastique de la demande de carburants de transport. Lorsque l'Arabie saoudite a ensuite fourni un excédent de pétrole au monde, le marché a été inondé de trop de pétrole, dépassant la demande pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné une chute du prix du pétrole.

1.3.2. Perte de revenus pétroliers pour les pays dépendants du pétrole :

L'effet de la pandémie sur les pays dépendants du pétrole a été sévère. La baisse mondiale du prix du pétrole, combinée à la faible demande de produits pétroliers sur le marché international, a entraîné un manque à gagner important pour les pays dépendants du pétrole, ce qui a accru les déficits des comptes courants et aggravé la situation de la balance des paiements de nombreux pays dépendants du pétrole tels que le Venezuela, l'Angola et le Nigeria. Ces pays ont également dû faire face à une pression croissante sur leurs réserves de change, ce qui a conduit à la dévaluation des monnaies locales par rapport au dollar. Des pays comme le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud ont connu une réduction du prix de l'essence

dans les stations-service locales. Les budgets nationaux ont également été affectés. La baisse soutenue du prix mondial du pétrole due à la pandémie de COVID-19 a fait que le budget national actuel est devenu obsolète pour la plupart des pays dépendants du pétrole, et a dû être révisé parce qu'il ne reflétait pas la réalité économique actuelle puisque le budget a été évalué à un prix du pétrole plus élevé à partir de 2019. Par conséquent, le budget national de certains pays dépendants du pétrole a connu des déficits massifs, ce qui a contraint certains pays à (i) solliciter des prêts étrangers auprès du FMI, de la Banque mondiale et d'autres prêteurs pour financer leurs déficits budgétaires, ou (ii) créer un nouveau budget dont le prix a été fixé en fonction du faible prix actuel du pétrole sur le marché mondial.

2. La COVID-19 et les puissances économiques de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) :

L'Afrique de l'Ouest est une sous-région qui est la plupart du temps au bord du gouffre. La sous-région est bien connue pour sa pauvreté généralisée, sa grave insécurité alimentaire et la montée des conflits. Plus de 350 millions de personnes vivent dans les quinze pays de la CEDEAO. Le premier cas confirmé a été détecté en Nigeria le 27 février 2020 d'un citoyen italien de retour de Milan. Le 31 mars 2020, les 15 membres auront signalé des cas d'infection à coronavirus. Le nouveau coronavirus (COVID-19), associé à une crise économique qui fait surface, va encore aggraver la situation. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a prévenu que le continent africain, dont la sous-région ouest-africaine, devait se préparer au pire. Les gouvernements ouest-africains ont donc rapidement adopté une série d'actions proactives pour endiguer le virus ; jusqu'à présent, ces actions présentent des inconvénients, principalement pour les populations exposées.

Une communauté économique régionale comme la CEDEAO¹ déploie des énergies et a proposé l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) pour guider la réponse de la sous-région à la pandémie de coronavirus. Afin d'apprécier les conséquences de l'épidémie sur l'économie ouest africaine, nous allons décrire l'impact du coronavirus sur les différents aspects de l'économie des Etats d'Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur les cinq puissances

¹ L'espace CEDEAO compte quinze pays à savoir : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Cote d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

économiques de la zone CEDEAO pour l'année 2019 à savoir : Nigéria, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal et Burkina Faso.

Tableau N°1 : Part des puissances économiques ouest africaines dans le PIB global de la CEDEAO

	PIB en 2019 (USD constant 2010)	Part dans le PIB global de la CEDEAO
Nigéria	477 161 826 016	89,54 %
Ghana	57 315 905 531	
Côte d'Ivoire	44 419 766 992	
Sénégal	25 821 124 786	
Burkina Faso	16 708 316 591	
Mali	15 562 204 140	2,24 %
Bénin	14 867 185 273	2,14 %
Niger	13 127 408 385	1,89 %
Guinée	11 760 762 589	1,69 %
Togo	5 625 948 588	0,81 %
Sierra Leone	3 816 410 758	0,54 %
Liberia	2 548 948 907	0,36 %
Cap-Vert	2 148 955 357	0,30 %
Gambie	1 913 886 427	0,27 %
Guinée-Bissau	1 220 795 318	0,17 %
TOTAL	694 019 445 658	100 %

Source : Elaboré par l'auteur à partir des données du Fond Monétaire Internationale, 2020.

2.1. Les répercussions de la pandémie sur l'économie de le Nigéria:

Le pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigéria, a connu comme la plupart des pays subsahariennes l'impact économique de la crise sanitaire COVID-19. Depuis début Mars 2020, le Nigéria a ressenti une chute des indispensables recettes pétrolières, chose qui a engendré un ralentissement de 5,7 % dans la croissance de son PIB qui a passé de 2,2 % en 2019 à -3,5 % en 2020. En ce qui est de l'inflation, La moyenne annuelle en Nigéria s'est amplifié de 1,6 % en passant de 11,4 % à 13,0 %, puisque 80 % des produits vendus sont importés. Comme il est affiché dans le tableau N°2, le pourcentage du solde public du Nigéria

par rapport à son produit intérieur brute a connu une forte baisse de 2,2 %, tandis que la dette publique s'est creusé de 5,9 % (pourcentage du PIB).

Tableau N° 2 : Impact de la COVID-19 sur les principaux indicateurs économiques du Nigéria

(e) estimation (p) prévision	PRE-COVID		POST-COVID	
	2018	2019	2020(e)	2021(p)
Croissance PIB (%)	1,9	2,2	-3,5	1,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	12,1	11,4	13,0	15,0
Solde public / PIB (%)	-4,3	-4,8	-7,0	-5,0
Solde courant / PIB (%)	1,0	-3,8	-3,0	-2,0
Dette publique / PIB (%)	27,7	29,1	35,0	36,0

Source : Elaboré par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2020.

Dans le cas de la Nigéria, on peut résumer les principaux répercussions économiques dû à la crise provoquée par le choc de la COVID-19 dans les points suivants : La contraction de l'économie de 5,7 % ; La dépréciation et fragilisation de la Naira (monnaie du Nigeria depuis 1973) ; La suppression du plafond sur le prix du carburant destinée au raffinage ; La hausse modulée du prix de l'électricité ; La hausse du taux de chômage sachant le fort essor démographique ; Des coupes dans l'investissement public et dans les dépenses « non essentielles » ; Un retrait progressif des compagnies étrangères des gisements terrestres ; L'abaissement du taux directeur du crédit à 11,5% ; La Dévaluation du taux de change à deux reprises par la banque centrale du Nigérie et cela en dépit de l'aide d'urgence du FMI à hauteur de 0,6% du PIB.

2.2. Les répercussions de la pandémie sur l'économie de la Ghana :

Les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 au Ghana ont contribué à faire chuter la croissance en 2020, même si ces mesures n'ont pas été très sévères. En effet, la croissance du PIB s'est ralenti de 5,5 % en passant de 6,5 % en 2019 à 1,0 % en 2020. Le ralentissement de la croissance est dû essentiellement à la des recettes d'exportation de pétrole et de cacao, et ce malgré le plan de soutien national « Coronavirus Alleviation Program » (3% du PIB). La moyenne annuelle de l'inflation a augmenté de 2,8 % en passant de 7,2 % à 10,0 %. Comme il est affiché dans le tableau N°3, le pourcentage du solde public du Ghana par rapport à son produit intérieur brute a connu une forte baisse de 7,7 %, tandis que la dette publique s'est

creusé de 13,2 % (pourcentage du PIB) sans compter les 10% relatifs aux arriérés et aux dettes des sociétés publiques.

Tableau N° 3 : Impact de la COVID-19 sur les principaux indicateurs économiques du Ghana

(e) estimation (p) prévision	PRE-COVID		POST-COVID	
	2018	2019	2020(e)	2021(p)
Croissance PIB (%)	6,3	6,5	1,0	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,8	7,2	10,0	9,0
Solde public / PIB (%)	-7,0	-7,3	-15,0	-9,0
Solde courant / PIB (%)	-3,1	-2,7	-3,5	-3,0
Dettes publiques / PIB (%)	59,1	62,8	76,0	75,0

Source : Elaboré par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2020.

Dans le cas du Ghana, on peut résumer les principales répercussions économiques dû à la crise provoquée par le choc de la COVID-19 dans les points suivants : Hausse de l'indice de concentration dans l'économie ghanéenne; Détérioration des comptes publics ; Report du paiement des intérêts sur les obligations domestiques non négociables; Accentuation du besoin de financement (16 % du PIB), englobent le déficit et le service de la dette; Suspension du plafond de déficit prévu dans la loi de responsabilité budgétaire; Une coûteuse recapitalisation du système bancaire (5,5% du PIB) ; Fragilisation du secteur financier; Ralentissement des IDE, Fragilisation du financement du déficit courant.

2.3.Les répercussions de la pandémie sur l'économie de la Côte d'ivoire:

En 2020, la crise sanitaire en Côte d'ivoire a mis fin à une succession d'années à forte croissance. La Côte d'ivoire a ressenti comme les autres pays ouest africains les effets négatifs de la pandémie COVID-19 sur son économie. Depuis fin Février 2020, la croissance du PIB s'est ralenti de 5,5 % en passant de 6,5 % en 2019 à 1,0 % en 2020. La moyenne annuelle de l'inflation a augmenté de 1,7% en passant de 0,8% à 2,5 %. Comme il est affiché dans le tableau N°4, le pourcentage du solde public de la Cote d'ivoire par rapport à son produit intérieur brut a connu une forte baisse de 2,7 %, tandis que la dette publique s'est creusé de 5 % (pourcentage du PIB).

Tableau N° 4 : Impact de la COVID-19 sur les principaux indicateurs économiques du Côte d'ivoire

(e) estimation (p) prévision	PRE-COVID		POST-COVID	
	2018	2019	2020(e)	2021(p)
Croissance PIB (%)	6,8	6,5	1,0	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,4	0,8	2,5	2,0
Solde public / PIB (%)	-2,9	-2,3	-5,0	-4,0
Solde courant / PIB (%)	-3,6	-2,7	-4,0	-3,0
Dettes publiques / PIB (%)	53,2	52,0	57,0	59,0

Source : Elaboré par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2020.

Pour l'économie ivoirienne, on peut résumer les principales répercussions économiques dû aux mesures de lutte contre la pandémie dans les points suivants : La baisse de la demande mondiale et le recul des exportations de cacao qui constituent la moitié de l'offre exportable ainsi que l'affaiblissement des importations ; La désorganisation du transport ; Une méforme de la demande intérieure ; Renchérissement des prix alimentaires dû aux problèmes d'approvisionnement ; Chute des revenus des agriculteurs avec la baisse des volumes de cacao commercialisés ; Détérioration modérée des comptes publics ; Besoin accru de financement à hauteur de USD 886 millions.

2.4. Les répercussions de la pandémie sur l'économie de la Côte d'Ivoire :

Au Sénégal, les effets de la crise sanitaire sur l'économie nationale étaient visiblement observables a mis fin à une succession d'années à forte croissance. Depuis la propagation de la COVID-19 dans l'ensemble du pays, la croissance du PIB s'est ralenti de 6,8 % en passant de 5,3 % en 2019 à -1,5 % en 2020. La moyenne annuelle de l'inflation a augmenté de 1,7% en passant de 1,0% à 2,7 %. Comme il est affiché dans le tableau N°5, le pourcentage du solde public de la Côte d'Ivoire par rapport à son produit intérieur brut a connu une chute de 1,3 %, tandis que la dette publique s'est creusé de 3,9 % (pourcentage du PIB).

Tableau N° 5 : Impact de la COVID-19 sur les principaux indicateurs économiques du Sénégal

(e) estimation (p) prévision	PRE-COVID		POST-COVID	
	2018	2019	2020(e)	2021(p)
Croissance PIB (%)	6,4	5,3	-1,5	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,5	1,0	2,7	2,2
Solde public / PIB (%)	-3,6	-3,8	-6,0	-4,5
Solde courant / PIB (%)	-8,8	-7,7	-9,0	-10,0
Dette publique / PIB (%)	63,2	64,1	68,0	68,0

Source : Elaboré par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2020.

En 2020, la crise de la COVID-19 a contrarié la croissance enregistrée par le Sénégal durant cette dernière décennie. Les mesures mises en œuvre pour lutter contre la COVID-19 ont suffi pour engendrer une légère récession. En ce qui concerne le Sénégal, on peut résumer les principaux répercussions économiques dû aux mesures de lutte contre la pandémie dans les points suivants : Hausse des dépenses publiques (7% du PIB), Creusement du déficit et l'alourdissement de la dette, Décalage de la mise en exploitation des gisements gaziers; Un important déficit courant dans la balance des biens (12% du PIB) ; Réduction des investissements directs étrangers (IDE).

2.5. Les répercussions de la pandémie sur l'économie de la Burkina Faso:

Le Burkina Faso, comme le reste des pays de l'espace CEDEAO, a ressenti les effets de la crise sanitaire sur son économie nationale. Depuis la propagation de la COVID-19 dans l'ensemble du pays, la croissance du PIB s'est ralenti de 7,7 % en passant de 5,7 % en 2019 à -2,0 % en 2020. La moyenne annuelle de l'inflation a augmenté de 4,7% en passant de -3,2 % à 1,5 %. Comme il est affiché dans le tableau N°6, le pourcentage du solde courant de la Burkina Faso par rapport à son produit intérieur brute a connu une chute de 1,3 %, tandis que la dette publique s'est creusé de 4 % (pourcentage du PIB).

Tableau N° 6 : Impact de la COVID-19 sur les principaux indicateurs économiques du Burkina Faso

(e) estimation (p) prévision	PRE-COVID		POST-COVID	
	2018	2019	2020(e)	2021(p)
Croissance PIB (%)	6,8	5,7	-2,0	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,0	-3,2	1,5	3,0
Solde public / PIB (%)	-4,1	-3,3	0,4	-0,4
Solde courant / PIB (%)	-4,1	-4,7	-3,4	-3,5
Dette publique / PIB (%)	37,7	42,7	46,7	48,0

Source : Elaboré par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale, 2020.

Après une légère récession en 2020 au Burkina Faso, on peut résumer les principaux répercussions économiques dû aux mesures de lutte contre la pandémie dans les points suivants : La formation brute de capital fixe aurait diminué de 5% en 2020 ; La baisse des exportations de coton (baisse des prix du coton de 20% entre janvier et août 2020) et de la hausse des importations notamment de biens d'équipement ; Ralentissement de la contribution du secteur tertiaire dans la croissance ; Baisse des recettes fiscales et détérioration des finances publiques ; Affaiblissement de l'excédent public enregistré en 2019 ; Alourdissement de la dette burkinabè extérieure de 23% ; L'excédent des échanges de biens a diminué en 2020 avec la chute des prix et de la demande de coton ; Le déficit des services s'est aussi aggravé suite à l'effondrement du tourisme et des transports.

Conclusion :

En guise de conclusion, personne ne peut nier les répercussions de la pandémie COVID-19 sur les aspects socio-économiques de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'échantillon que nous avons choisis des cinq puissances économiques membres de l'espace régional à savoir le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso, nous a permis, à travers une analyse descriptive, d'avoir une idée sur l'ampleur de l'impact de la crise sanitaire sur la croissance économique en Afrique de l'Ouest.

Accaparant plus de 89,50 % du Produit Intérieur Brute de la communauté économique Ouest Africaine, les cinq puissances économiques membres de l'espace CEDEAO ont enregistré un ralentissement de la croissance combiné par une chute des indispensables recettes pétrolières. La moyenne annuelle de l'inflation a augmenté ainsi que le pourcentage du solde public des économies Ouest Africaine par rapport à leurs produit intérieur brute, tandis que la dette publique s'est creusé dans la plupart des économies de la zone CEDEAO

En effet, on peut synthétiser les répercussions économiques de la crise sanitaire sur de la communauté économique Ouest Africaine comme suit : La contraction de l'économie; La dépréciation et fragilisation de la Monnaie Ouest Africaine; La suppression du plafond sur le prix du carburant; La hausse progressive du prix de l'électricité ; L'amplification du chômage; L'investissement public a subi des coupes; Un retrait progressif des compagnies étrangères des gisements terrestres; L'abaissement du taux directeur du crédit et la Dévaluation du taux de change par les banques centrales de la communauté Ouest Africaine.

Les pays de la CEDEAO nécessitent une supervision forte et résiliente dans leurs sociétés ainsi qu'un plan directeur socio-économique complet dans tous les secteurs. Ce bloc régionale s'est avéré vulnérable vis-à-vis aux chocs extérieurs causés par la pandémie COVID-19 ce qui nécessite des programmes instantanés, appliqués et adaptables à eux. Afin de relever le défi d'une relance économique post COVID-19, l'économie Ouest Africaine doit être rajeunie et équilibrée après la crise sanitaire par des programmes à moyen et long terme.

BIBLIOGRAPHIE

- Onyekwena, C., Ekeruche, M.A. (2019), Is a debt crisis looming in Africa?, [online] Brookings. Available at: <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/04/10/is-a-debt-crisis-looming-in-africa/>.
- Hausmann, R. (2020). Flattening the COVID-19 Curve in Developing Countries, [online] Project Syndicate. Available at: <https://www.project-syndicate.org/commentary/flattening-covid19-curve-in-developing-countries-by-ricardo-hausmann-2020-03?barrier=accesspaylog>.
- Banque Mondiale (2020), Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeurs, Rapport Abrégé sur le développement dans le Monde 2020, 11 Pages.
- Fernandes, N. (2020), Economic Effects of Coronavirus Outbreak (COVID-19) on the World Economy, IESE Business School Working Paper No. WP-1240-E, 33 Pages.
- Atkeson, A. (2020), What will be the economic impact of Covid-19 in the US? Rough estimates of disease scenarios, Nber Working paper series, Working paper 26867, 25 Pages.
- McKibbin, W.J., Fernando, R. (2020), Global Macroeconomic Scenarios of the COVID-19 Pandemic, CAMA Working Paper No. 62/2020, 60 Pages.
- Altig, D., & Al (2020), Economic uncertainty before and during the COVID-19 pandemic, Journal of Public Economics, Volume 191, 104274, 50 Pages.
- Ozili, P.K, Arun, T. (2020), Spillover of COVID-19: Impact on the Global Economy, SSRN papers, 27 Pages.
- Glauber, J., & Al. (2020), COVID-19: Trade restrictions are worst possible response to safeguard food security, International Food Policy Research Institute (IFPRI), IFPRI book chapters, in: COVID-19 and global food security, chapter 14, pages 66-68.
- Headey, D.D, Ruel, M.T (2020), The COVID-19 nutrition crisis: What to expect and how to protect, International Food Policy Research Institute (IFPRI), IFPRI book chapters, in: COVID-19 and global food security, chapter 8, pages 38-41.
- Mukanjari, S., Sterner, T. (2020), Charting a “Green Path” for Recovery from COVID-19. Environmental and Resource Economics volume 76, pages 825–853.
- Dutta, V., & Al. (2020), The 2019–2020 Novel Coronavirus (Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2) Pandemic: A Joint American College of Academic International Medicine-World Academic Council of Emergency Medicine Multidisciplinary COVID-19 Working Group Consensus Paper, J Glob Infect Dis, pages 47–93.

-
- Hepburn, C. & Al. (2020), Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change?, Oxford Review of Economic Policy, Volume 36, Issue Supplement, pages 359–381.